



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL

DES

ACTES ADMINISTRATIFS

AGENCE REGIONALE DE SANTE

Délégation Départementale des Hauts-de-Seine

N° Spécial

04 novembre 2022

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° Spécial ARS du 04 novembre 2022

SOMMAIRE

Arrêtés	Date	AGENCE REGIONALE DE SANTE	Page
ARS/DD92 N° 2022-061	31.10.2022	Arrêté fixant le cahier des charges pour l'organisation de la garde et de la réponse à la demande de transports sanitaires urgents dans le département des Hauts-de-Seine.	3
Annexes		Cahier des charges départemental fixant le cadre et les conditions d'organisation de la garde des transports sanitaires pour le département des Hauts-de-Seine.	5
ARS/DD92 N° 2022-064	31.10.2022	Arrêté fixant les tableaux de garde ambulancière du département des Hauts-de-Seine pour la période du 01/11/2022 au 31/12/2022.	28
Annexes		Les tableaux de garde ambulancière.	30

AGENCE REGIONALE DE SANTE

ARRÊTÉ N°2022-92-061 fixant le cahier des charges pour l'organisation de la garde et de la réponse à la demande de transports sanitaires urgents dans le département des Hauts-de-Seine.

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ D'ÎLE-DE-FRANCE

- VU le code de la santé publique notamment ses articles L. 6311-1 à L. 6311-2, L. 6312-1 à L. 6312-5, L. 6314-1, R. 6312-1 à R. 6312-43, R. 6314-1 et suivants, R. 6311-17 ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU le décret du 31 juillet 2021 portant nomination de Madame Amélie VERDIER, Directrice générale de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France, à compter du 9 août 2021 ;
- VU le décret n° 2022-631 du 22 avril 2022 portant réforme des transports sanitaires urgents et de leur participation à la garde ;
- VU le décret n°2022-629 du 22 avril 2022 relatif aux actes professionnels pouvant être accomplis par des ambulanciers dans le cadre de l'aide médicale urgente ;
- VU l'arrêté du 24 avril 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel portant organisation du secours à la personne et à l'aide médicale urgente ;
- VU l'arrêté du 5 mai 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel SAMU-transports sanitaires portant organisation de la réponse ambulancière à l'urgence pré-hospitalière ;
- VU l'arrêté n°2022-080 du 14 octobre 2022 relatif à la composition du CODAMUPS-TS des Hauts-de-Seine
- VU l'arrêté du 26 février 2021 portant approbation de l'avenant n° 10 à la convention nationale des transporteurs sanitaires privés
- VU l'arrêté du 26 avril 2022 relatif aux plafonds d'heures de garde pour l'organisation de la garde prévue à l'article R. 6312-19 du code de la santé publique
- VU l'arrêté du 26 avril 2022 relatif aux critères, aux modalités de désignation ainsi qu'aux obligations et missions de l'association des transports sanitaires d'urgence la plus représentative au plan départemental ;
- VU l'arrêté du 22 avril 2022 fixant le montant et les modalités de versement de l'indemnité de substitution pour l'adaptation de la couverture opérationnelle d'un service d'incendie et de secours sur un secteur non couvert par une garde ambulancière ;
- VU l'instruction interministérielle N° DGOS/R2/DSS/DGSCGC/2022/144 du 13 mai 2022 relative à la mise en œuvre de la réforme des transports sanitaires urgents et de la participation des entreprises de transports sanitaires au service de garde ;
- VU l'avis rendu le 20/10/2022 par le sous-comité des transports sanitaires du CODAMUPS TS en date du 20/10/2022

CONSIDÉRANT que des modifications législatives et réglementaires consécutives à l'apparition des textes susvisés et notamment le décret du 22 avril 2022 procèdent à une réforme des transports sanitaires urgents et de leur participation à la garde ;

CONSIDÉRANT que ces évolutions réglementaires nécessitent de fixer le cahier des charges relatif à l'organisation de la garde des transports sanitaires dans le département des Hauts-de-Seine ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article R. 6312-19 du code de la santé publique, la directrice générale de l'agence régionale de santé est compétente pour arrêter, après avis du sous-comité des transports sanitaires du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires, le cahier des charges départemental,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Le cahier des charges pour l'organisation de la garde et de la réponse à la demande de transports sanitaires urgents dans le département des Hauts-de-Seine est arrêté comme présenté en annexe(s) du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le présent cahier des charges prend effet au lendemain de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Hauts-de-Seine et de la préfecture de région et s'applique à toutes les entreprises de transports sanitaires agréées du département des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 4 : Le directeur de la délégation départementale des Hauts-de-Seine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile de France, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Fait à Saint-Denis, le 31.10.2022

La Directrice générale de
l'Agence régionale de
santé d'Île-de-France

Signé

Amélie VERDIER

ANNEXE : cahier des charges départemental fixant le cadre et les conditions d'organisation de la garde des transports sanitaires pour le département des Hauts-de-Seine

Sommaire

PRÉAMBULE

ARTICLE 1 : PRINCIPES D'ORGANISATION DE LA GARDE ET DES TRANSPORTS SANITAIRES URGENTS

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS ET IMPLICATION DES INTERVENANTS

2.1 Engagements des sociétés de transport sanitaire volontaires

2.2. Responsabilités des intervenants

2.3. Sanctions en cas de manquement aux obligations

ARTICLE 3 : RÔLE DE L'ATSU

3.1 Organisation de la garde et des transports sanitaires urgents

3.2. Suivi de l'activité de transport sanitaire urgent et garant de son bon fonctionnement

3.3. Impulsion et pilotage de la démarche qualité liée à l'activité des transports sanitaires urgents

3.4. Rôle institutionnel

ARTICLE 4 : SECTORISATION ET HORAIRES DE LA GARDE

4.1. Les secteurs de garde

4.2. Horaires et secteurs couverts par une garde des entreprises de transports sanitaires et définition du nombre de véhicules affectés à la garde sur chaque secteur

4.3. Indemnité de substitution sur les secteurs sans garde

ARTICLE 5 : ORGANISATION DE LA GARDE

5.1. Affectation des entreprises sur les secteurs

5.2. Élaboration du tableau de garde

5.3. Modification du tableau de garde

5.4. Non-respect du tour de garde

5.5. Définition des locaux de garde

ARTICLE 6 : MOYENS EN RENFORT DES MOYENS DE GARDE

ARTICLE 7 : COORDONNATEUR AMBULANCIER

7.1. Horaires, statut et localisation

7.2. Missions

7.3 Moyens de communication et systèmes d'informations

ARTICLE 8 : SOLLICITATION DES MOYENS DE GARDE ET HORS GARDE

8.1. Géolocalisation

8.2. Sollicitation par le coordonnateur ambulancier

8.3. Recours au véhicule de garde d'un autre secteur

8.4. Indisponibilité injustifiée de l'entreprise de garde

8.5. Délais d'intervention

ARTICLE 9 : MOYENS MATÉRIELS DU TRANSPORT SANITAIRE URGENT

9.1. Moyens

9.2. Sécurité sanitaire

9.3. Sécurité routière

ARTICLE 10 : MESURES D'HYGIÈNE ET DE DÉSINFECTION

10.1. Protocoles d'hygiène et de désinfection

10.2. Traçabilité

ARTICLE 11 : ÉQUIPAGE AMBULANCIER

11.1. L'équipage

11.2. Formation continue

ARTICLE 12 : DYSFONCTIONNEMENTS ET ÉVÉNEMENTS INDÉSIRABLES

ARTICLE 13 : SUIVI ET ÉVALUATION

ARTICLE 14 : RÉVISION

ARTICLE 15 : PRISE D'EFFET

ANNEXES

Annexe 1 du cahier des charges : Références réglementaires

Annexe 2 du cahier des charges : Lexique

Annexe 3 du cahier des charges : Liste et composition des secteurs de garde

Annexe 4 du cahier des charges : Cartographie des secteurs de garde

Annexe 5 du cahier des charges : Modèle de tableau de garde

Annexe 6 du cahier des charges : Fiche de permutation ou remplacement de garde

Annexe 7 du cahier des charges : Fiche de poste type du coordonnateur ambulancier

Annexe 8 du cahier des charges : Fiche de dysfonctionnement des transports sanitaires urgents

PRÉAMBULE

Le présent cahier des charges fixe les modalités d'organisation de la réponse des entreprises de transport sanitaire aux demandes du service d'aide médicale urgente pour le département des Hauts-de-Seine (SAMU 92).

Il définit le cadre applicable aux demandes de transports sanitaires urgents nécessitant une réponse adaptée à l'état du patient en vue d'un transport vers un établissement de santé ou un lieu de soins du secteur ambulatoire figurant sur la liste établie par l'agence régionale de santé, à l'exclusion de tout transport entre deux établissements de soins. Il s'applique également aux transports sanitaires urgents des entreprises de transports sanitaires en relais d'une intervention de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris (BSPP).

Le présent cahier des charges est arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé (ARS), après avis du sous-comité des transports sanitaires (SCTS) du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires (CODAMUPS-TS). Il a été établi en concertation avec l'association de transport sanitaire d'urgence la plus représentative du département (ADRU-ATSU 92), le SAMU 92, les représentants syndicaux des entreprises de transport sanitaire, et la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris (BSPP). L'ARS fait appliquer le cahier des charges et contrôle sa bonne exécution.

ARTICLE 1 : PRINCIPES D'ORGANISATION DE LA GARDE ET DES TRANSPORTS SANITAIRES URGENTS

Une garde ambulancière est organisée sur toute partie du territoire départemental et à tout moment de la journée ou de la nuit, où l'activité de transports sanitaires urgents, à la demande du SAMU 92 – Centre 15 justifie la mise en place de moyens dédiés. La période de garde ambulancière est définie annuellement sur la base d'un volume d'heures global attribué aux TSU pour le département.

Désormais volontaire, la garde est régie par l'article R.6312-18 et suivants du code de la santé publique. Toute entreprise de transports sanitaires privée agréée peut participer à ce dispositif, en fonction de ses moyens matériels (véhicules habilités) et humains (personnels formés).

Les entreprises de transport sanitaire peuvent se regrouper au sein d'un groupement d'intérêt économique pour mettre en commun leurs moyens dans le cadre de la garde. Ce groupement doit être agréé pour l'accomplissement des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente (article R.6312-22 du CSP) et conforme à la réglementation générale en vigueur¹.

En dehors des périodes de garde, c'est-à-dire au-delà du plafond d'heures défini annuellement pour le département, les transports sanitaires urgents sont assurés par les entreprises de transport sanitaire, volontaires et disponibles.

Un agrément de l'ARS, ainsi qu'un conventionnement avec l'Assurance maladie en application de la convention-type nationale qui organise les rapports entre les entreprises de transport sanitaire privées et les caisses d'assurance maladie (convention conclue le 26 décembre 2002 et avenants) sont nécessaires pour toute entreprise de transport sanitaire participant à l'aide médicale urgente.

Pendant les périodes de garde et en dehors, toutes les demandes de transports sanitaires urgents sont adressées par le Centre de Réception et de Régulation des appels 15 (CRRA 15) du SAMU 92 au coordonnateur ambulancier, lorsqu'il est présent, ou à défaut à un assistant de régulation médicale (ARM), qui sollicite les entreprises.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS ET IMPLICATION DES INTERVENANTS

2.1 Engagements des sociétés de transport sanitaire volontaires

Les sociétés de transport sanitaire devront faire acte de candidature officiellement à ce volontariat auprès de l'ATSU 92. A ce titre, elles acceptent et signent, en conséquence, l'engagement de se conformer à la charte qualité et aux obligations issues de la convention établie et signée entre l'ATSU 92, le SAMU et la BSPP, dès lors que celle-ci sera adoptée.

Dans le cadre de cet engagement volontaire, l'entreprise s'engage à signer avec l'ATSU une convention opérationnelle rappelant les modalités du volontariat et des engagements réciproques. Ainsi, l'ATSU peut demander aux sociétés non-adhérentes une participation aux frais pour la bonne organisation de la garde et la coordination ambulancière de la réponse aux prescriptions des médecins régulateurs du SAMU.

Les entreprises de transport sanitaire figurant au tableau de garde s'engagent à effectuer les gardes pour lesquelles elles sont inscrites.

L'ATSU s'engage à fournir à l'ARS la liste à jour de ces entreprises volontaires.

2.2. Responsabilités des intervenants

Les entreprises de transport sanitaire, lorsqu'elles interviennent dans le cadre de l'aide médicale urgente à la demande du SAMU en application de l'article R.6312-17-1 du CSP, s'engagent à :

- Respecter les délais d'intervention fixés par le SAMU et à informer le coordonnateur ambulancier du départ en mission et de l'achèvement de celle-ci ;
- Transmettre dès que possible au SAMU un bilan clinique du patient ;
- Effectuer les premiers gestes relevant de l'urgence adaptés à l'état du patient, en cas de demande du SAMU en respectant le cadre réglementaire et notamment le décret n° 2022-629 du 22 avril 2022 relatif aux actes professionnels pouvant être accomplis par les ambulanciers dans le cadre de l'AMU.
- Transporter le patient vers le lieu de soins adapté à son état de santé déterminé par le SAMU et figurant sur la liste arrêtée par le DG-ARS, s'il en fait la demande ;
- Informer le SAMU de toute modification de l'état du patient pendant la mission ;
- Transmettre les informations administratives et cliniques relatives au patient à l'arrivée sur le lieu de soins ;
- Participer le cas échéant, à la réalisation des actes de télémédecine, dans le cadre des compétences de l'équipage et sous la surveillance du médecin régulateur.

Le SAMU 92:

¹ Articles L.251-1 et suivants du Code de commerce.

- Transmet immédiatement au coordonnateur ambulancier, lorsqu'il est présent, et/ou grâce au système d'information du SAMU, toute demande de transport sanitaire urgent d'une entreprise de transport sanitaire, sur décision du médecin régulateur ;
- Sollicite la BSPP pour une intervention en carence, lorsque le coordonnateur ambulancier constate le défaut de disponibilité des entreprises de transport sanitaire. A ce titre, la BSPP s'engage à honorer l'intervention pour toutes carences définies dans la convention tripartite. Le coordonnateur ambulancier informe la BSPP de la qualification en carence et assure le décompte des carences demandées ;
- Reçoit le bilan clinique et indique à l'équipage ambulancier les actions à effectuer en fonction de l'état du patient ;
- Indique le lieu d'adressage/destination.

2.3. Sanctions en cas de manquement aux obligations

Tout manquement aux obligations réglementaires dans le cadre de la garde et du cahier des charges peut faire l'objet d'une décision de retrait, temporaire ou définitive, d'autorisation de mise en service et/ou d'agrément voire de sanctions judiciaires.

Les activités de garde et de transports sanitaires urgents sont soumises aux mêmes règles concernant les véhicules que l'activité de transport sanitaire non spécialisée.

L'ATSU la plus représentative se réserve le droit de suspendre la participation à la garde ambulancière d'une société de transport sanitaire pour manquement aux obligations inscrites dans la charte qualité et la convention opérationnelle signée entre l'ATSU92 et l'entreprise volontaire. L'ATSU s'engage à informer sans délai les noms des entreprises faisant l'objet d'une suspension de participation à la garde ambulancière et les raisons de ladite suspension.

ARTICLE 3 : RÔLE DE L'ATSU

L'ATSU la plus représentative au plan départemental, désignée par arrêté du directeur général de l'ARS selon les critères de représentativité définis par arrêté ministériel est chargée d'organiser opérationnellement la garde, dans le cadre des obligations fixées par le présent cahier des charges, et plus généralement la réponse des ambulanciers privés à l'aide médicale urgente.

L'ATSU des Hauts-de-Seine désignée comme membre du CODAMUPS-TS/SCTS par arrêté ARS /PCI n°2020-145 du 20 novembre 2020 du Directeur général ARS Ile-de-France dispose d'un mandat d'un an.

Les missions de l'ATSU la plus représentative du département sont définies par l'arrêté relatif aux critères, aux modalités de désignation ainsi qu'aux obligations et missions de l'association des transports sanitaires d'urgence la plus représentative au plan départemental.

3.1 Organisation de la garde et des transports sanitaires urgents

- Proposition du planning de garde en définissant avec les entreprises de transport sanitaire du département, se trouvant sur la liste des sociétés de transport sanitaire volontaires enregistrées par l'ATSU 92, des critères de répartition des gardes et en proposant à l'ARS le planning de garde qui répartit de manière équitable les périodes de garde entre les entreprises volontaires.
- Recherche d'une entreprise remplaçante en cas de défaillance (panne de matériel, empêchement lié au personnel malade), appel au coordonnateur ambulancier en cas de difficultés de l'entreprise défaillante à trouver un remplaçant et information de la modification à l'ARS, le SAMU et la CPAM. En cas de défaillance, la responsabilité de l'ATSU ne peut être engagée qu'en justifiant d'éléments probants de dysfonctionnements internes importants.
- Organisation du volontariat pour les transports sanitaires urgents hors garde ou en cas d'indisponibilité de l'entreprise de garde, en constituant une liste d'entreprises volontaires mise à disposition du coordonnateur et tenue à jour et en définissant la procédure de sollicitation des volontaires. La procédure peut être intégrée au logiciel d'information et de géolocalisation dès lors que la réglementation l'imposera.

- Détention, financement, gestion et mise à jour du logiciel d'information (et de géolocalisation dès lors que la réglementation l'imposera) des véhicules intervenant dans le cadre des transports sanitaires urgents.

3.2. Suivi de l'activité de transport sanitaire urgent et garant de son bon fonctionnement

- Suivi de l'activité de transport sanitaire urgent, en analysant la base de données établie et transmise chaque semaine par le coordonnateur ambulancier, et participation à l'évaluation de l'organisation mise en place, notamment par le suivi des indicateurs de résultat et en évaluant les pratiques liées aux transports sanitaires urgents des entreprises de transports sanitaires
- Sensibilisation des entreprises à leurs obligations, intervention auprès des entreprises en cas de dysfonctionnement et alerte de l'ARS, le SAMU, la CPAM et la BSPP sur tout dysfonctionnement

3.3. Impulsion et pilotage de la démarche qualité liée à l'activité des transports sanitaires urgents

- Définition d'un plan de formation collectif pour les entreprises participant aux transports sanitaires urgents et suivi de la mise en œuvre des actions de formation continue obligatoires. Les modalités de mise en place de la formation continue sont précisées dans la convention locale SAMU-ATSU-BSPP.
- Participation à l'identification des événements indésirables liés aux transports sanitaires urgents et information de l'établissement siège du SAMU, qui déclare l'EIG à l'ARS. Organisation ou participation aux retours d'expérience et à la mise en place du plan d'actions correctrices en lien avec les acteurs concernés.
- Créer dans le département un groupe de travail SAMU / ATSU / BSPP qui analyse les FEI et les EIG pour permettre une adaptation de la formation continue et améliorer les pratiques opérationnelles. Ce groupe de travail est défini dans la convention tripartite. Cette formation continue étant obligatoire pour les entreprises de transports sanitaires, elle demeure financée par l'ATSU.

3.4. Rôle institutionnel

- Siège au CODAMUPS-TS et au sous-comité des transports sanitaires
- Représentation des entreprises de transport sanitaire auprès des partenaires dans le cadre de l'aide médicale urgente (ARS, CPAM, SAMU, BSPP)
- Participation à la concertation pour l'élaboration du présent cahier des charges et sa révision
- Représentation des entreprises et interlocuteur privilégié du SAMU et des pouvoirs publics en cas de situation sanitaire exceptionnelle

ARTICLE 4 : SECTORISATION ET HORAIRES DE LA GARDE

4.1. Les secteurs de garde

La délimitation des secteurs de garde tient compte des délais d'intervention, du nombre d'habitants, des contraintes géographiques et de la localisation des établissements de santé, en application de l'article R.6312-18 du CSP. Elle ne peut aboutir à une augmentation du nombre de secteurs de garde existants dans la version V.3.1.7-FEV2022 du simulateur.

La garde ambulancière du département des Hauts-de-Seine fait l'objet d'un découpage en 6 secteurs de garde soit :

Nord 1 (Clichy, Gennevilliers, Levallois-Perret, Neuilly-sur-Seine, Villeneuve la Garenne)

Nord 2 (Asnières-sur-Seine, Bois-Colombes, Colombes, Courbevoie, La Garennes-Colombes)

Nord 3 (Nanterre, Puteaux, Rueil-Malmaison, Saint-Cloud, Suresnes)
 Centre (Boulogne-Billancourt, Chaville, Garches, Issy-les-Moulineaux, Marne la Coquette, Sèvres, Vaucresson, Ville d'Avray)
 Sud 1 (Bagneux, Chatillon, Clamart, Malakoff, Meudon, Montrouge, Vanves)
 Sud 2 (Antony, Bourg-la-Reine, Chatenay-Malabry, Fontenay-aux-Roses, Le Plessis Robinson, Sceaux)

La répartition des communes entre les secteurs est annexée au cahier des charges (annexe 3), ainsi que la cartographie des secteurs de garde (annexe 4).

4.2. Horaires et secteurs couverts par une garde des entreprises de transports sanitaires et définition du nombre de véhicules affectés à la garde sur chaque secteur

La définition des secteurs et horaires couverts par une garde est établie notamment en fonction des besoins de transports sanitaires urgents sur chaque territoire et à chaque période de la journée et de la nuit.

Liste des secteurs et horaires - nombre de véhicules :

Horaires de garde	Groupement 3			Groupement 2	Groupement 1	
	Nord 1	Nord 2	Nord 3	Centre	Sud 1	Sud 2
8 à 20 heures - 7j/7	2	2	2	2	2	2
20 à 24 heures - 7j/7	1	1	1	1	1	1
0 à 8 heures - 7j/7	1	1	1	1	1	1

Les horaires de garde et le nombre de véhicules par secteur peuvent être révisés selon les besoins constatés, après avis du sous-comité des transports sanitaires.

4.3. Indemnité de substitution sur les secteurs sans garde

En cas de secteur non couvert par la garde ambulancière, la couverture opérationnelle est assurée par la BSPP, qui peut alors prétendre à une indemnité de substitution (régie par un arrêté spécifique).

ARTICLE 5 : ORGANISATION DE LA GARDE

5.1. Affectation des entreprises sur les secteurs

Chaque entreprise du département, enregistrée comme volontaire sur la liste établie par l'ATSU, est rattachée à un secteur. L'affectation se fait de manière concertée entre l'ATSU et les entreprises.

La liste d'affectation à jour est mise à disposition du coordonnateur ambulancier par l'ATSU 92. Tout différent persistant sur la question est porté à la connaissance du sous-comité des transports sanitaires et arbitré par l'ARS en fonction du lieu d'implantation de l'entreprise.

Les principes suivants guident l'affectation des entreprises sur les secteurs :

- Le lieu d'implantation de l'entreprise ;
- Le temps pour se rendre sur le lieu d'intervention auprès des services d'urgences en tenant compte du repère de 30 minutes ;
- Des moyens matériels et humains des entreprises.

L'affectation définit une répartition équilibrée, qui doit permettre d'éviter le surnombre ou le déficit d'un secteur à l'autre.

Par ailleurs, l'ATSU 92 constitue une liste complémentaire d'entreprises enregistrées comme volontaires pour les transports sanitaires urgents hors garde et à solliciter en cas d'indisponibilité des moyens de garde.

5.2. Élaboration du tableau de garde

Le tableau de garde prévoit l'organisation de la garde pour une période de six mois dans chaque secteur. Afin de réaliser celui-ci, les entreprises s'engagent à participer aux transports sanitaires urgents pour une durée au moins équivalente.

Il est proposé par l'ATSU la plus représentative au plan départemental et arrêté par le Directeur général de l'agence régionale de santé après avis du sous-comité des transports sanitaires du CODAMUPS-TS.

Il précise les horaires et jours de garde, l'entreprise affectée pour chaque période de garde (numéro d'agrément et dénomination) et la localisation de l'implantation. Un tableau de garde type figure en annexe 5.

Le tableau de garde est élaboré selon les principes suivants, conformément au cadre établi par les articles R.6312-21 et R.6312-22 du CSP :

- L'association départementale de transport sanitaire d'urgence la plus représentative sur le plan départemental définit collectivement avec les entreprises volontaires du département, les critères et la clé de répartition des périodes de garde entre les entreprises, prenant en compte notamment leurs moyens matériels et humains ;
- L'ATSU 92 sollicite l'ensemble de entreprises de transport sanitaire agréées du département, et propose une répartition des gardes entre les entreprises volontaires ;
- Si le tableau proposé ne couvre pas l'intégralité des secteurs de garde ou des créneaux horaires où une garde est prévue, l'agence régionale de santé peut imposer la participation de toute entreprise de transport sanitaire agréée dans le secteur de garde concerné, en fonction de ses moyens matériels et humains ;
- Le tableau est soumis pour avis au sous-comité de transports sanitaires, puis arrêté par le Directeur général de l'ARS trois mois au moins avant sa mise en œuvre ;
- Le tableau de garde arrêté est diffusé par l'ARS à l'ATSU, au SAMU, à la CPAM et à la BSPP, dans les meilleurs délais. L'ATSU communique le tableau de garde aux entreprises de transport sanitaire du département inscrite sur la liste des sociétés volontaires. En cas de difficulté pour honorer le nombre d'ambulances prévu, la BSPP est informée le plus tôt possible.

5.3. Modification du tableau de garde

En cas d'indisponibilité d'une entreprise initialement mentionnée dans le tableau de garde (panne de matériel, empêchement lié au personnel malade, etc.), cette entreprise doit le signaler sans délai à l'ATSU en charge du tableau de garde.

L'entreprise de garde défaillante recherche par tout moyen une entreprise volontaire enregistrée auprès de l'ATSU, pour la remplacer : appel à une société hors secteur volontaire en cas d'indisponibilité des autres entreprises au sein du secteur, etc. A défaut de solution alternative, l'entreprise de garde défaillante indique à l'ATSU les entreprises contactées et les moyens mis en œuvre.

L'ATSU peut appuyer ou accompagner l'entreprise qui justifie que sa recherche est infructueuse. Par ailleurs, elle peut faire appel au coordonnateur ambulancier pour l'aider dans sa recherche de remplacement.

En cas de permutation de garde, l'ATSU avertit le plus rapidement possible le SAMU, l'ARS et la CPAM du remplacement. La fiche de permutation de garde complétée (annexe 6) doit leur être transmise, accompagné du nouveau tableau de garde.

5.4. Non-respect du tour de garde

Dans le cas où l'entreprise n'a pu être remplacée et le tableau de garde modifié (voir en ce sens « 5.3 Modification du tableau de garde »), le tour de garde n'est pas assuré et l'entreprise est déclarée responsable du dysfonctionnement et considérée comme défaillante. L'information est transmise à l'ARS et à la CPAM.

L'entreprise, sauf cas de force majeure, s'expose à des sanctions en application de l'article R. 6314-5 du code de la santé publique et l'ATSU se réserve le droit de suspendre la participation à la garde de l'entreprise.

5.5. Définition des locaux de garde

Des locaux de garde sont prédéfinis pour chaque secteur. Ils peuvent être organisés :

- Au sein d'une entreprise de transports sanitaires ;
- Au sein d'un local mis à disposition par l'ATSU ;

- Au sein d'un local mis à disposition par un tiers : établissement public, centre hospitalier, etc.

La mutualisation par plusieurs entreprises est possible.

La définition des locaux de garde doit prendre en compte l'homogénéité des délais d'intervention sur le territoire.

Les locaux de garde doivent disposer de moyens de communication en téléphone fixe et/ou mobiles nécessaires à la réception des appels du SAMU et du coordonnateur ambulancier ainsi que du logiciel adapté. Ces derniers sont exclusivement dédiés à l'activité professionnelle.

Les locaux de garde sont basés au sein des locaux de chacune des sociétés de transport sanitaire volontaires.

ARTICLE 6 : MOYENS EN RENFORT DES MOYENS DE GARDE

- En complément des moyens mis à disposition dans le cadre du tableau de garde, l'ATSU constitue une liste d'entreprises grâce notamment au système d'information logiciel, qui se sont déclarées volontaires pour effectuer des transports sanitaires urgents, à solliciter en cas d'indisponibilité ou d'absence des moyens de garde. Cette mobilisation des ambulances hors garde est facilitée par l'action du coordonnateur ambulancier et la mobilisation des informations de géolocalisation dès lors que la réglementation l'imposera, de véhicule supplémentaire.

L'ATSU transmet la liste au coordonnateur ambulancier sans délai en cas de mise à jour.

L'ATSU définit collectivement avec les entreprises du département le mode de sollicitation de ces entreprises volontaires, qui s'appuie notamment sur la géolocalisation, dès lors que la réglementation l'imposera, des véhicules.

En dehors du dispositif de garde, les entreprises n'ont pas d'obligation de répondre favorablement à une demande de transport sanitaire urgent du SAMU. Toutefois, le coordonnateur ambulancier devra dans tous les cas solliciter en premier lieu les entreprises de transports sanitaires avant de faire état de leur indisponibilité auprès du SAMU, qui pourra faire appel à la BSPP en carence.

ARTICLE 7 : COORDONNATEUR AMBULANCIER

7.1. Horaires, statut et localisation

Dans le département des Hauts-de-Seine, un coordonnateur ambulancier est mis en place H24. Toutefois, en cas d'absence, la mission est assurée par le SAMU. Il est posté dans les locaux du SAMU.

Il est recruté par l'ATSU placé sous l'autorité hiérarchique de son employeur. Le coordonnateur ambulancier est sous l'autorité fonctionnelle des médecins régulateurs du SAMU pour ses missions liées à l'engagement opérationnel des véhicules sur demande du SAMU.

7.2. Missions

Le coordonnateur ambulancier a pour mission de solliciter les entreprises de transport sanitaire en réponse aux demandes de transports sanitaires urgents du SAMU. Il met en œuvre la décision du médecin régulateur d'engager en priorité un moyen ambulancier en garde ou en cas d'indisponibilité un moyen hors garde, dans les délais fixés par celui-ci. Il assure le suivi de l'activité des transports sanitaires urgents et de l'indisponibilité des entreprises de transports sanitaires, y compris les indisponibilités injustifiées.

Missions pour faire diminuer le nombre de carences ambulancières :

- Avoir une visibilité permanente de la disponibilité des ambulances de garde ou hors garde en prenant en compte les délais d'intervention et les moyens techniques et humains disponibles ;
- S'appuyer sur la géolocalisation pour mobiliser les ambulances sur demande du SAMU :
 - o En priorité les moyens ambulanciers de garde ;
 - o En complément, les moyens ambulanciers hors garde ;
- Faire état sans délai au SAMU des indisponibilités ambulancières. Dans les cas où il s'avère impossible de répondre en temps et en qualité à la demande du SAMU, après une recherche infructueuse auprès de deux entreprises différentes au moins, le coordonnateur ambulancier constate le défaut de disponibilité des entreprises de transport sanitaire permettant au SAMU

de solliciter les moyens de la BSPP et de qualifier la carence ambulancière (art. R. 6312-23 du code de santé publique) ;

- Organiser le cas échéant la jonction entre la BSPP et les entreprises de transports sanitaires, en lien avec le SAMU. La procédure de jonction est précisée dans la convention locale SAMU-ATSU-BSPP.

Missions pour assurer la traçabilité et effectuer un suivi de l'activité des ambulanciers et de la qualité :

- Assurer le recueil d'activité, une transmission hebdomadaire à l'ATSU et à la CPAM, une restitution et une synthèse mensuelle au CODAMUPS-TS pour le suivi d'activité. L'activité que doit recueillir le coordonnateur ambulancier et les indicateurs de suivi et d'évaluation mis en place sont précisés dans la convention locale SAMU-ATSU-BSPP.
- Recenser les incidents ainsi que les événements indésirables liés aux transports sanitaires urgents, permettant la mise en place de plans d'actions correctives. Ce recensement peut être dématérialisé.

Une fiche de poste type du coordonnateur ambulancier est annexée au présent cahier des charges (annexe 7).

7.3 Moyens de communication et systèmes d'informations

Les moyens de communication entre le SAMU et le coordonnateur doivent permettre :

- Le contact direct (téléphone, tablette, système d'information ambulancier, etc.) ;
- La confirmation en temps réel de la bonne réception et de l'acceptation de la mission et de ses statuts d'avancement ;
- La traçabilité de l'activité
- Le journal des EIG,

Par le biais du système d'information du SAMU, le coordonnateur reçoit l'ensemble des informations nécessaires à une mission : identification du patient, lieu d'intervention, motifs d'intervention, etc.

Le coordonnateur ambulancier bénéficie d'un système d'information commun avec les entreprises de transport sanitaire et d'une ligne téléphonique dédiée. Dans la mesure du possible, ce SI est interopérable avec le SI du SAMU. L'outil permet de récolter l'exhaustivité de l'activité de transport sanitaire urgent. Le système d'informations permet au coordonnateur ambulancier de :

- Visualiser en temps réel la disponibilité ambulancière sur tout le territoire et de confirmer au SAMU l'immédiateté du départ du vecteur ambulancier et le temps estimé d'arrivée sur les lieux ;
- Déclencher instantanément le vecteur adapté et lui transmettre les données reçues par le SAMU, issues du SI du SAMU ;
- Tracer les états d'avancement de la mission ;
- Tracer les éléments nécessaires à la rémunération ;
- Établir les statistiques mensuelles et annuelles définies.

Le coordonnateur ambulancier transmet à la CPAM les éléments nécessaires au calcul de la garantie de revenu chaque semaine.

ARTICLE 8 : SOLLICITATION DES MOYENS DE GARDE ET HORS GARDE

8.1. Géolocalisation

Il est recommandé que les véhicules de transports sanitaires participant au transport sanitaire urgent soient équipés d'un dispositif de géolocalisation permettant la remontée d'informations dans le cadre de cette activité, afin de repérer les véhicules disponibles pour réaliser un transport sanitaire urgent, lorsqu'ils sont de garde ou hors garde et qu'ils sont volontaires.

8.2. Sollicitation par le coordonnateur ambulancier

Pour chaque demande de transport sanitaire urgent du SAMU relevant des entreprises de transports sanitaires, le coordonnateur ambulancier :

- 1) Sollicite en premier lieu l'entreprise ou le véhicule qui est de garde, pour les territoires et horaires où une garde est organisée ;
- 2) Sollicite à défaut les entreprises volontaires listées par l'ATSU pour participer à la garde en remplacement ou permutation de l'entreprise de garde, pour les territoires et périodes sans garde ou lorsque le ou les véhicules inscrits au tableau de garde ne peuvent pas effectuer le transport sanitaire urgent ;
- 3) Sollicite à défaut les entreprises volontaires listées par l'ATSU pour être sollicitées occasionnellement pendant la garde, pour les territoires et périodes sans garde ou lorsque le ou les véhicules inscrits au tableau de garde ne peuvent pas effectuer le transport sanitaire urgent ;
- 4) Indique l'indisponibilité des entreprises de transports sanitaires après avoir sollicité sans succès au moins deux entreprises, en plus de l'entreprise de garde. Le SAMU pourra décider de déclencher une carence ambulancière et solliciter les sapeurs-pompiers.

Le coordonnateur ambulancier gère directement les véhicules mis à disposition par les entreprises de garde et les véhicules mobilisables parmi les entreprises volontaires. Il sollicite lui-même le véhicule de garde ou, à défaut, le véhicule disponible le plus proche du patient.

8.3. Recours au véhicule de garde d'un autre secteur

Pour les transports sanitaires urgents demandés par le SAMU pendant la garde, le coordonnateur ambulancier sollicite en premier lieu l'entreprise de garde sur le secteur géographique du lieu d'intervention.

Lorsque l'ambulance de garde du secteur est déjà mobilisée, le coordonnateur ambulancier fait appel à une autre entreprise de transport sanitaire volontaire ou à une ambulance de garde dans les secteurs proches, dans les délais compatibles avec l'état du patient.

En cas d'indisponibilité des entreprises sollicitées, il appartient au SAMU de décider de solliciter une intervention des sapeurs-pompiers en carence, conformément à la définition de la carence ambulancière mentionnée à l'article L.1424-42 du code général des collectivités territoriales.

8.4. Indisponibilité injustifiée de l'entreprise de garde

L'entreprise de garde ne peut refuser une demande de transport sanitaire urgent de la part du SAMU si elle n'est pas indisponible en raison d'une intervention dans le cadre de sa garde. En cas de refus ou d'absence de réponse, l'entreprise est responsable de son indisponibilité injustifiée qui est déduite du revenu minimum garanti selon les modalités fixées par l'avenant n°10 de la convention nationale des transports sanitaires privés.

8.5. Délais d'intervention

Les délais indiqués par le SAMU sont des délais d'arrivée auprès du patient, compatibles avec un départ immédiat, ou différé après concertation.

Le non-respect des délais peut faire l'objet d'un signalement du SAMU à l'ARS et de sanctions.

ARTICLE 9 : MOYENS MATÉRIELS DU TRANSPORT SANITAIRE URGENT

9.1. Moyens

La réponse à l'aide médicale urgente dans le cadre de la garde, s'effectue exclusivement avec des véhicules de catégorie A. Les entreprises de transports sanitaires volontaires et inscrites sur la liste de l'ATSU, proposent des véhicules complémentaires à la garde pouvant être de catégorie C, uniquement si ces derniers sont équipés avec l'ensemble du matériel réglementaire exigé pour une ambulance de catégorie A type B.

L'équipement doit être conforme à la réglementation en vigueur.

Le ou les moyens dédiés par l'entreprise inscrite au tableau de garde sont utilisés exclusivement à la demande du SAMU dans le cadre des transports sanitaires urgents. Ils ne peuvent être utilisés pour des transports sanitaires programmés pendant la période de garde qu'ils assurent. Les véhicules de catégorie A bénéficiant d'une AMS hors quota ne peuvent être utilisés pour d'autres transports que les transports sanitaires urgents.

Les véhicules disposent d'un équipement de communication permettant d'assurer le lien avec le médecin régulateur et le coordonnateur ambulancier. Les véhicules peuvent être équipés d'un dispositif de géolocalisation.

Les entreprises participant à la garde sont signalées par le marquage conformes à la réglementation en vigueur.

9.2. Sécurité sanitaire

Avant chaque prise de poste, l'équipage vérifie :

- La conformité du matériel électrique ;
- La présence du matériel embarqué sanitaire ;
- Le respect du protocole de désinfection mentionné à l'article 10.

9.3. Sécurité routière

L'équipage contrôle :

- Le bon état de marche de l'ambulance ;
- Les organes de sécurité ;
- La présence de l'équipement adapté et nécessaire pour des transports sanitaires urgents en tous lieux et en tout temps.

Chaque entreprise devra mettre en œuvre une procédure de suivi des véhicules en conformité avec la réglementation en vigueur :

- Le contrôle technique ;
- Les entretiens périodiques.

ARTICLE 10 : MESURES D'HYGIÈNE ET DE DÉSINFECTION

10.1. Protocoles d'hygiène et de désinfection

Face aux risques auxquels sont exposés tant le malade que le personnel intervenant, il est convenu de mettre en place différents protocoles de nettoyage et de désinfection :

- Protocole de fin de service (FDS) ;
- Protocole entre chaque patient ;
- Protocole périodique NID (Nettoyage Inventaire Désinfection) ;
- Protocole pour les maladies à déclaration obligatoire (MDO) ou virus.

Le service d'urgence de l'établissement de soins de destination met à disposition les produits et matériels nécessaires pour une désinfection sur place.

10.2. Traçabilité

Les entreprises de transport sanitaire doivent pouvoir justifier à tout moment du suivi des protocoles. Les fiches de suivi de nettoyage, inventaire et désinfection sont archivées au sein de l'entreprise pour la traçabilité et peuvent être dématérialisées.

ARTICLE 11 : ÉQUIPAGE AMBULANCIER

11.1. L'équipage

En application des articles R.6312-7 et R. 6312-10 du CSP, deux personnels constituent l'équipage ambulancier dont l'un est titulaire du diplôme d'État d'ambulancier ou du certificat de capacité d'ambulancier.

Les membres de l'équipage sont tenus de porter une tenue professionnelle conforme à la réglementation.

Tout membre de l'équipage ne peut effectuer que les gestes pour lesquels il est formé, habilité et autorisé à pratiquer.

11.2. Formation continue

La formation continue est organisée annuellement. Le recyclage de la formation aux gestes et soins d'urgence (AFGSU) est fortement recommandée pour tous les personnels ambulanciers intervenant pour l'aide médicale urgente.

La convention locale SAMU-ATSU-BSPP précise les actions de formation continue pour le maintien et la mise à jour des compétences des personnels des entreprises de transport sanitaire.

L'employeur s'assure de la participation des personnels aux actions de formation continue. Le respect de cette obligation est assuré par l'ATSU et contrôlé par l'ARS.

ARTICLE 12 : DYSFONCTIONNEMENTS ET ÉVÉNEMENTS INDÉSIRABLES

Tout dysfonctionnement constaté ou événement indésirable survenu dans l'organisation ou dans les pratiques durant la garde ou durant les transports sanitaires urgents est signalé immédiatement à l'ARS au moyen de la fiche détaillée à l'annexe 8 et aux partenaires de l'aide médicale urgente concernés, par le SAMU, la BSPP, l'entreprise de transport sanitaire ou l'ATSU.

Une fiche de remontée des dysfonctionnements (annexe 8) est transmise à l'ARS à l'adresse suivante : ars-idf-dos-ts@ars.sante.fr et ars-dd92-offre-ambulatoire@ars.sante.fr.

Ces dysfonctionnements et événements indésirables peuvent faire l'objet d'une investigation de l'ARS ou d'une analyse en sous-comité des transports sanitaires. La convention locale SAMU-ATSU-BSPP détaille les modalités de traitement conjoint des événements indésirables et d'établissement d'un plan d'actions correctives.

ARTICLE 13 : SUIVI ET ÉVALUATION

Les données de suivi sont récoltées au fil de l'activité des transports sanitaires urgents par les différents participants à l'aide médicale urgente, notamment le coordonnateur ambulancier. Les indicateurs nationaux de suivi et d'évaluation sont complétés par des indicateurs définis localement. Le liste des indicateurs nationaux et locaux figure dans la convention locale SAMU-ATSU-BSPP.

L'organisation de la garde et des transports sanitaires urgents fait l'objet d'un suivi semestriel par le sous-comité des transports sanitaires du CODAMUPS TS, qui y associe les organismes locaux d'assurance maladie. Il inclut notamment le suivi de données sur l'activité des transports sanitaires urgents et des indisponibilités ambulancières.

L'évaluation de ces activités est réalisée chaque année, à l'appui des données récoltées, dans le cadre du sous-comité des transports sanitaires du CODAMUPS TS, pour apprécier l'adéquation du dispositif aux besoins du territoire et le réviser le cas échéant.

L'agence régionale de santé communique le bilan départemental annuel au ministère chargé de la santé et au ministère chargé de la sécurité civile.

ARTICLE 14 : RÉVISION

Le cahier des charges peut être révisé par avenant, notamment en cas de modifications d'ordre législatif, réglementaire ou conventionnel ou à l'issue de l'évaluation annuelle réalisée dans le cadre du CODAMUPS TS. Cet avenant est arrêté par le Directeur général de l'ARS dans les mêmes conditions que le cahier des charges.

Le cas échéant, l'ATSU, le SAMU, la BSPP et l'ARS s'engagent à se réunir pour proposer une adaptation du cahier des charges aux modifications intervenues.

ARTICLE 15 : PRISE D'EFFET

Le présent cahier des charges prend effet à compter du 1^{er} novembre 2022, sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Hauts-de-Seine et s'appliquera à toutes les entreprises de transport sanitaire agréées pour le département des Hauts-de-Seine.

Fait à Saint-Denis, le 31.10.2022

La Directrice générale de
l'Agence régionale
de santé d'Ile-de-France

Signé

Amélie VERDIER

ANNEXES

Annexe 1 du cahier des charges : Références réglementaires

L'organisation de la garde et des transports sanitaires urgents s'effectue dans le respect des obligations légales, réglementaires et conventionnelles, notamment celles énoncées ci-après :

- Code de la santé publique :
Partie législative : Articles L6311-1 à L6311-2, L6312-1 à L6312-5, L6313-1, L6314-1 ;
Partie réglementaire : Articles R6311-1 à R6311-5, R6312-1 à R6312-43, R6313-1 à R6313-8, R6314-1 à R6314-6, R. 6311-17.-I ;
- Code général des collectivités territoriales : L.1424-2 et L.1424-42 ;
- Code de la route : Articles R311-1, R313-33 à R313-35, R432-1 à R432-3 ;
- L'arrêté relatif aux critères, aux modalités de désignation ainsi qu'aux obligations et missions de l'association des transports sanitaires d'urgence la plus représentative au plan départemental ;
- Arrêté relatif aux plafonds d'heures de garde pour l'organisation de la garde prévue à l'article R.6312-19 du code de la santé publique
- Arrêté fixant le montant et les modalités de versement de l'indemnité de substitution pour l'adaptation de la couverture opérationnelle d'un service d'incendie et de secours sur un secteur non couvert par une garde ambulancière
- L'arrêté ministériel du 24 avril 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel portant organisation du secours à la personne et à l'aide médicale urgente ;
- L'arrêté ministériel du 5 mai 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel SAMU-transports sanitaires portant organisation de la réponse ambulancière à l'urgence pré-hospitalière ;
- L'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;
- La convention nationale du 26 décembre 2002 destinée à organiser les rapports entre les transporteurs privés et les caisses d'assurance maladie, ses annexes et ses dix avenants ;
- La circulaire DHOS/2009 n° 192 du 14 octobre 2009 relative à l'application de l'arrêté du 24 avril 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel portant sur l'organisation du secours à personne et de l'aide médicale urgente et de l'arrêté du 5 mai 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel portant organisation de la réponse ambulancière à l'urgence pré-hospitalière ;
- L'instruction interministérielle N° DGOS/R2/DSS/DGSCGC/2022/144 du 13 mai 2022 relative à la mise en œuvre de la réforme des transports sanitaires urgents et de la participation des entreprises de transports sanitaires au service de garde

Annexe 2 du cahier des charges : Lexique

Transport sanitaire urgent : Transport réalisé par un transporteur sanitaire à la demande du SAMU - centre 15, en vue de l'admission d'un patient dans un établissement de santé, à l'exclusion des transports entre deux établissements de santé, que le patient soit hospitalisé ou pas. Le transport sanitaire urgent est obligatoirement assuré par une ambulance.

Intervention non suivie de transport (« sortie blanche ») : Transport sanitaire urgent pour lequel le transport du patient n'est pas réalisé pour diverses raisons mentionnées à l'article R. 6312-17-1 du CSP.

Garde/service de garde: Organisation d'une permanence ambulancière sur toute partie du territoire départemental ou interdépartemental, à tout moment de la journée ou de la nuit où l'activité des entreprises de transports sanitaires à la demande du service d'aide médicale urgente justifie la mise en place de moyens dédiés. La garde se traduit opérationnellement par la mise en œuvre du tableau de garde.

Moyen complémentaire : Ambulance agréée de catégorie A, ou catégorie C équipée en catégorie A qui peut être déclenchée par le coordonnateur ambulancier en cas d'indisponibilité de l'entreprise de garde.

Annexe 3 du cahier des charges : Liste et composition des secteurs de garde

Secteur Nord 1

Code postal	Ville	Code Insee
92110	Clichy	92024
92230	Gennevilliers	92036
92300	Levallois-Perret	92044
92200	Neuilly-sur-Seine	92051
92390	Villeneuve la Garenne	92078

Secteur Nord 2

Code postal	Ville	Code Insee
92600	Asnières-sur-Seine	92004
92270	Bois-Colombes	92009
92700	Colombes	92025
92400	Courbevoie	92026
92250	La Garennes-Colombes	92035

Secteur Nord 3

Code postal	Ville	Code Insee
92000	Nanterre	92050
92800	Puteaux	92062
92500	Rueil-Malmaison	92063
92210	Saint-Cloud	92064
92150	Suresnes	92073

Secteur Centre

Code postal	Ville	Code Insee
92100	Boulogne-Billancourt	92012
92370	Chaville	92022
92380	Garches	92033
92130	Issy-les-Moulineaux	92040
92430	Marne la Coquette	92047
92310	Sèvres	92072
92420	Vaucresson	92076
92410	Ville d'Avray	92077

Secteur Sud 1

Code postal	Ville	Code Insee
92220	Bagneux	92007
92320	Chatillon	92020
92140	Clamart	92023
92240	Malakoff	92046
92190	Meudon	92048
92120	Montrouge	92049
92170	Vanves	92075

Secteur Sud 2

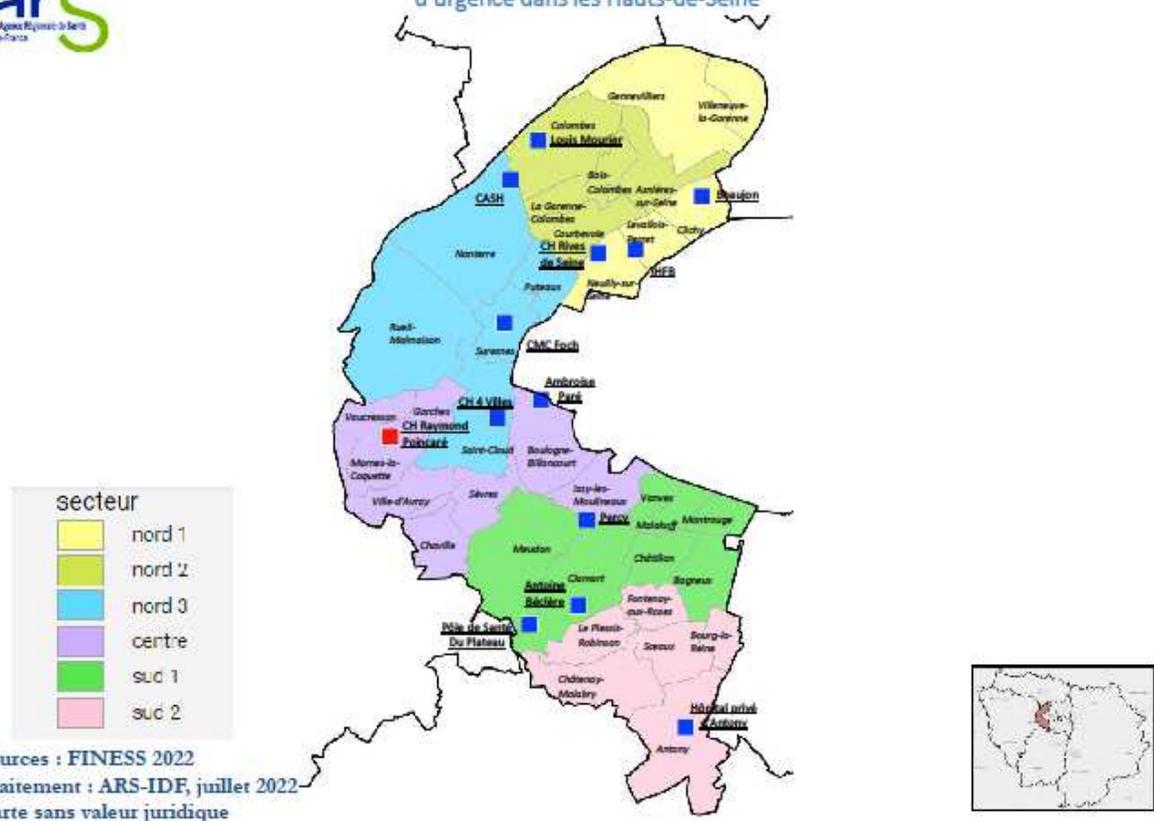
Code postal	Ville	Code Insee
-------------	-------	------------

92160	Antony	92002
92340	Bourg-la-Reine	92014
92290	Chatenay-Malabry	92019
92260	Fontenay-aux-Roses	92032
92350	Le Plessis-Robinson	92060
92330	Sceaux	92071

Annexe 4 du cahier des charges : Cartographie des secteurs de garde



Secteurs de la garde ambulancière et les services d'urgence dans les Hauts-de-Seine



Annexe 5 du cahier des charges : Modèle de tableau de garde

Tableau de garde

ATSU :
 MOIS DE :
 SECTEUR :

Date	Période	Nom entreprise	N° d'agrément	Localisation de la garde	Nombre de véhicules mis à disposition
Lundi 4 janvier	... h - ... h				
Lundi 4 janvier	... h - ... h				
Lundi 4 janvier	... h - ... h				
Lundi 4 janvier	... h - ... h				
Mardi 5 janvier	... h - ... h				
Mardi 5 janvier	... h - ... h				
Mardi 5 janvier	... h - ... h				
Mardi 5 janvier	... h - ... h				
Mercredi 6 janvier	... h - ... h				
Mercredi 6 janvier	... h - ... h				
Mercredi 6 janvier	... h - ... h				
Mercredi 6 janvier	... h - ... h				

Une liste des sociétés et de leurs coordonnées sera jointe au tableau de garde.

Annexe 6 du cahier des charges : Fiche de permutation ou remplacement de garde

Département :

Secteur de :

SOCIÉTÉ EMPÊCHÉE

NOM ET ADRESSE DE L'IMPLANTATION :

.....
.....
.....

Agrément n° _____

Ne pourra pas assurer la garde départementale prévue le de heures à heures.

Motif :

.....
.....
.....

SOCIÉTÉ REMPLACANTE

NOM ET ADRESSE DE L'IMPLANTATION :

.....
.....
.....

Agrément n° _____

En cas de permutation,

J'effectuerai la garde de la société
le de heures à heures.

À, Le

Signature et tampon
de la société empêchée :

Signature et tampon
de la société remplaçante :

Fiche à transmettre au SAMU, à l'ARS, à l'ATSU et à la CPAM

INTITULÉ DU POSTE	Coordonnateur ambulancier du département
STRUCTURE DE RATTACHEMENT	ATSU ... / SAMU ...

DESCRIPTION DU POSTE

Missions générales

Dans le cadre de la réglementation applicable au transport sanitaire et des engagements convenus par les différents acteurs de l'aide médicale urgente dans le département, et en coordination étroite avec les assistants de régulation médicale du SAMU-centre 15, le coordonnateur assure l'engagement d'un moyen de transport sanitaire privé dans les délais exigés par le médecin régulateur du SAMU-centre 15, fait état du défaut de disponibilité des entreprises de transports sanitaires et assure le suivi exhaustif et détaillé de cette activité. Il est l'interlocuteur privilégié du SAMU-centre 15 et des entreprises de transport sanitaire pour toutes questions relatives au suivi au quotidien de l'activité opérationnelle des entreprises de transports sanitaires à la demande du SAMU.

L'objectif principal de la mise en place d'un coordonnateur ambulancier est de réduire les indisponibilités ambulancières, grâce à une meilleure visibilité en temps réel sur les moyens ambulanciers disponibles. Son objectif secondaire est de permettre une traçabilité complète de l'activité des ambulanciers par les outils de géolocalisation et de remontée des statuts installés à bord des véhicules et par la constitution d'une base de données détaillée.

Activités principales

- Déclencher l'envoi opérationnel d'équipages ambulanciers et faire diminuer le nombre d'indisponibilités ambulancières
 - Avoir une visibilité permanente de la disponibilité (délai d'intervention, moyens techniques et humains) des ambulances participant à l'aide médicale urgente, par le biais notamment d'un logiciel partagé utilisant les moyens de géolocalisation dont sont équipés les véhicules
 - S'assurer de la présence d'un ou plusieurs véhicules adaptés par secteur territorial pendant les horaires où une garde est organisée
 - En l'absence de garde, s'assurer de la présence d'un ou plusieurs véhicules adaptés des entreprises volontaires sur chaque secteur selon la procédure définie par l'ATSU
 - Recevoir les instructions opérationnelles du médecin régulateur du SAMU-centre 15, par le biais du logiciel du SAMU, et vérifier la complétude des données nécessaires (localisation de la destination précise de l'intervention, etc.)
 - Transmettre les demandes de transport sanitaire urgent aux entreprises de transport sanitaires du territoire concerné, par le biais d'un outil informatique commun et selon les procédures de sollicitation convenues dans le tableau de garde et par l'ATSU : sollicitation impérativement de l'entreprise de garde du secteur en premier lieu, puis sollicitation des entreprises volontaires dans le cadre défini par l'ATSU
 - Faire état de l'impossibilité avérée de répondre en temps et en qualité à la demande du SAMU-Centre 15, le cas échéant, et faire une description de la difficulté sans délai au SAMU-centre 15, qui juge de la pertinence d'un déclenchement des moyens du SIS en carence
 - Poursuivre la sollicitation des entreprises de transport sanitaire privé si, après constat initial de l'indisponibilité, le SAMU et le SIS ont décidé de temporiser l'intervention
- Suivre la bonne réalisation de l'activité des transports sanitaires urgents par les ambulanciers
 - Suivre le déroulement des transports sanitaires urgents des équipages de transport sanitaire, se renseigner et alerter en cas de problème (ex : absence de nouvelles dans un délai exceptionnellement long)
 - Répondre aux demandes et informations des entreprises de transport sanitaire en temps réel

(ex : signalement de disponibilité pour renfort)

- S'assurer du bon fonctionnement en temps réel des outils informatiques et radiotéléphoniques et appeler les acteurs concernés en cas de problème constaté (ex : ambulance n'apparaissant plus sur le logiciel)
- Faire respecter les bonnes pratiques durant les transports sanitaires urgents et les gardes ambulancières au quotidien, en lien avec l'ATSU
- Assurer une veille juridique voire opérationnelle sur les transports sanitaires urgents des entreprises de transports sanitaires à la demande du SAMU
 - Assurer la traçabilité de l'activité des ambulanciers et contribuer à son évaluation
- Renseigner des fichiers précis et chiffrés de données à des fins statistiques, de bilan et de rémunération : nombre de transports sanitaires urgents par secteur et par horaire, nombre de sorties blanches, mobilisation des entreprises volontaires hors garde, nombre de d'indisponibilités ambulancières par secteur et motif, motifs d'indisponibilités par entreprise, nombre de transports sanitaires urgents en attente à l'instant T (chaque 30 min), journal des incidents, etc.
- Transmission hebdomadaire de ces données à l'ATSU
- Réalisation d'un rapport de synthèse et d'analyse des données et transmission à l'ARS chaque semestre en vue de sa présentation et discussion au CODAMUPS-TS

Implantation et fonctionnement

Le coordonnateur ambulancier exerce son activité au sein des locaux du SAMU-centre 15 / au sein d'une plateforme logistique hors du SAMU mais interconnectée avec ce dernier.

Le coordonnateur ambulancier est placé sous l'autorité fonctionnelle et hiérarchique de l'ATSU / du SAMU-centre 15. Il n'a aucun lien de subordination ou d'intérêt avec une entreprise de transport sanitaire. Aux horaires où l'activité justifie la mise en place d'un personnel dédié, le coordonnateur ambulancier ne peut effectuer d'autres activités pour le compte du SAMU qui ne sont pas prévues dans ses missions.

Dans le département, un personnel dédié aux missions de coordination ambulancière est mis en place sur les horaires suivants :

Afin d'assurer cette organisation, une équipe de ... coordonnateurs ambulanciers se relaient au fil de la journée et de la semaine au sein du département, avec un fonctionnement comme suit :

.....

[Option] Aux horaires de, les missions de coordination ambulancière sont effectuées par le coordonnateur du département / par le SAMU. Les coordonnateurs ambulanciers doivent donc entretenir un lien régulier et fluide avec ces autres personnels, afin d'assurer la transmission de l'ensemble des informations, notamment le recensement exhaustif des données et les incidents signalés sur la totalité des horaires et des jours.

PROFIL SOUHAITÉ

Les profils suivants sont privilégiés :

- Ambulancier
- Logisticien
- Assistant de régulation médicale

Une expérience de quelques années dans le secteur du transport sanitaire ou de l'aide médicale urgente est requise.

Connaissances :

- Connaissance du secteur géographique
- Connaissance de l'environnement réglementaire des transports sanitaires et des interventions à la demande du SAMU
- Connaissance des acteurs de l'aide médicale urgente, du monde sanitaire

Savoir-faire :

- Gestion et optimisation de l'envoi de véhicules
- Utilisation des outils bureautiques et informatiques
- Gestion de bases de données
- Constitution et analyse de tableaux de bord
- Communication
- Analyse d'un contexte, d'une problématique
- Alerte sur une situation à risque

Savoir-être :

- Autonomie
- Disponibilité
- Adaptabilité
- Réactivité
- Travail en équipe
- Écoute active et attentive
- Rigueur et esprit méthodique
- Persévérance et contrôle de soi

Formations prévues dans le cadre de l'adaptation au poste :

DESCRIPTION DE LA STRUCTURE

Description du SAMU et de l'ATSU

CONTACTS

Personnes à contacter pour tout renseignement
Personnes à qui adresser les candidatures

Annexe 8 du cahier des charges : Fiche de dysfonctionnement des transports sanitaires urgents

Origine du signalement

Département :

Secteur de :

Qualité du déclarant :

- Entreprise de transport sanitaire
- Coordinateur ambulancier
- Personnel du SAMU
- Personnel d'une structure des urgences
- Patient
- Autre :

Date du signalement :

Nom et mail du déclarant (facultatif) :

Date et heure du dysfonctionnement : le à

Caractéristiques du dysfonctionnement

- EN RELATION AVEC L'ENTREPRISE DE TRANSPORT SANITAIRE

Nom de l'entreprise :

- Non joignable
- Non disponible pour la garde
- Refus prise en charge du patient
- Autre :

Description :
.....

- EN RELATION AVEC LA REGULATION MEDICALE

Description :
.....

- EN RELATION AVEC LE PATIENT

- Agressivité du patient
- Incompréhension du patient
- Refus de prise en charge par le patient
- Autre :

Description :
.....

- AUTRE TYPE DE DYSFONCTIONNEMENT

Description :
.....

Solution apportée :

Fiche à transmettre à l'ARS par mail :

ARRETE N° ARS/DD92-2022-064
fixant les tableaux de garde ambulancière du département des Hauts-de-Seine
pour la période du 01/11/2022 au 31/12/2022

La Directrice générale
de l'Agence régionale de santé Ile-de-France

Vu le code de la santé publique, et notamment le livre III, titre 1^{er}, chapitre II, transports sanitaires,

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu le décret n° 2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire et modifiant le décret n° 87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres,

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé,

Vu le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu le décret n° 2012-1331 du 29 novembre 2012 modifiant certaines réglementations prises en application de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions,

Vu le décret du 31 juillet 2021 portant nomination de Madame Amélie VERDIER, Directrice générale de l'Agence régionale de santé Ile-de-France, à compter du 9 août 2021,

Vu le Décret n° 2022-631 du 22 avril 2022 portant réforme de la garde ambulancière et des transports sanitaires urgents,

Vu l'arrêté n° DS - 2022/019 portant délégation de signature de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé Ile-de-France en date du 14 mars 2022,

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 relatif aux critères, aux modalités de désignation ainsi qu'aux obligations et missions de l'association des transports sanitaires d'urgence la plus représentative au plan départemental,

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 relatif aux plafonds d'heures de garde pour l'organisation de la garde prévue à l'article R. 6312-19 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 31 octobre 2022 visant le Cahier des charges pour l'organisation de la garde et de la réponse à la demande de transports sanitaires urgents dans le département des Hauts-de-Seine,

Vu l'instruction n° DGOS/R2/DSS/1A/DGSCGC/BOMSIS/ du 2022 relative à la mise en œuvre de la réforme des transports sanitaires urgents et de la participation des entreprises de transports sanitaires au service de garde,

Vu l'avis du sous-comité des transports sanitaires du CODAMUPS TS des Hauts-de-Seine réuni le 20 octobre 2022.

Vu les tableaux de garde ambulancière complets des 6 secteurs : Nord 1, 2, 3, Centre, Sud 1 et 2 proposés par Monsieur Robert BIANAY, président de l'Association des Transports Sanitaires d'Urgence (ATSU) 92 pour la période du 01/11/2022 au 31/12/2022 inclus,

ARRETE

Article 1^{er} : Les tableaux de garde ambulancière des secteurs de Nord 1, 2, 3, Centre, Sud 1 et 2 figurant en annexe du présent arrêté, sont arrêtés au titre du 31 octobre 2022.

Article 2 : Un recours peut être formé contre le présent arrêté auprès du tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Article 3 : Le Directeur de la Délégation départementale des Hauts-de-Seine est chargé de veiller à la bonne exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'ATSU 92, à la CPAM 92 ainsi qu'aux entreprises de transports sanitaires volontaires des Hauts-de-Seine.

Nanterre, le 31 octobre 2022

P/ la Directrice générale,
ARS Ile-de-France
Le Directeur de la Délégation départementale
Des Hauts-de-Seine,

Signé

Renaud PELLE

Annexe 1 : Secteur Nord 1, 2 et 3

GARDE AMBULANCIERE 8H A 20H SECTEUR NORD						
NOVEMBRE	LIGNE 1	LIGNE 2	LIGNE 3	LIGNE 4	LIGNE 5	LIGNE 6
MARDI 01	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
MERCREDI 02	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
JEUDI 03	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
VENDREDI 04	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
SAMEDI 05	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
DIMANCHE 06	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
LUNDI 07	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
MARDI 08	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
MERCREDI 09	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
JEUDI 10	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
VENDREDI 11	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
SAMEDI 12	ZEPHYR	N MANSO	QU D ILES	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
DIMANCHE 13	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
LUNDI 14	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
MARDI 15	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
MERCREDI 16	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
JEUDI 17	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
VENDREDI 18	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
SAMEDI 19	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
DIMANCHE 20	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
LUNDI 21	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
MARDI 22	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
MERCREDI 23	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
JEUDI 24	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
VENDREDI 25	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
SAMEDI 26	ZEPHYR	N MANSO	QU D ILES	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
DIMANCHE 27	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
LUNDI 28	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
MARDI 29	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
MERCREDI 30	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
RENFORT : QUAI DES ILES / COLOMBES AMBULANCES / AMBULANCES DU GRAND PARIS / AMBULANCES ECLAIR						
ZEPHYR	929153	DELTA	920902	ANNABEL	920805	
N MANSO	ARS IDF TS094	ODESEINE	9213006	RUEIL 92	9213008	

COLOMBES AMBU	ARS IDF TS051	ECLAIR	ARS IDF TS039	GRAND PARIS	921104
------------------	------------------	--------	------------------	----------------	--------

NORD	GARDE AMBULANCIERE 20H-00H SECTEUR NORD			GARDE AMBULANCIERE 00H-80H SECTEUR NORD		
	NOVEMBRE	LIGNE 1	LIGNE 2	LIGNE 3	LIGNE 1	LIGNE 2
MARDI 01	ODESEINE	DELTA	ANNABEL	ODESEINE	DELTA	ANNABEL
MERCREDI 02	ODESEINE	DELTA	ANNABEL	ODESEINE	DELTA	ANNABEL
JEUDI 03	ODESEINE	DELTA	ANNABEL	ODESEINE	DELTA	ANNABEL
VENDREDI 04	ODESEINE	DELTA	ANNABEL	ODESEINE	DELTA	ANNABEL
SAMEDI 05	ODESEINE	DELTA	ANNABEL	ODESEINE	DELTA	ANNABEL
DIMANCHE 06	ODESEINE	DELTA	ANNABEL	ODESEINE	DELTA	ANNABEL
LUNDI 07	N MANSO	DELTA	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ZEPHYR
MARDI 08	N MANSO	DELTA	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ZEPHYR
MERCREDI 09	N MANSO	DELTA	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ZEPHYR
JEUDI 10	N MANSO	DELTA	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ZEPHYR
VENDREDI 11	N MANSO	DELTA	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ZEPHYR
SAMEDI 12	N MANSO	DELTA	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ZEPHYR
DIMANCHE 13	N MANSO	DELTA	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ZEPHYR
LUNDI 14	ZEPHYR	N MANSO	ANNABEL	ZEPHYR	N MANSO	ANNABEL
MARDI 15	ZEPHYR	N MANSO	ANNABEL	ZEPHYR	N MANSO	ANNABEL
MERCREDI 16	ZEPHYR	N MANSO	ANNABEL	ZEPHYR	N MANSO	ANNABEL
JEUDI 17	ZEPHYR	N MANSO	ANNABEL	ZEPHYR	N MANSO	ANNABEL
VENDREDI 18	ZEPHYR	N MANSO	ANNABEL	ZEPHYR	N MANSO	ANNABEL
SAMEDI 19	ZEPHYR	N MANSO	ANNABEL	ZEPHYR	N MANSO	ANNABEL
DIMANCHE 20	ZEPHYR	N MANSO	ANNABEL	ZEPHYR	N MANSO	ANNABEL
LUNDI 21	ODESEINE	DELTA	N MANSO	ODESEINE	DELTA	N MANSO
MARDI 22	ODESEINE	DELTA	N MANSO	ODESEINE	DELTA	N MANSO
MERCREDI 23	ODESEINE	DELTA	N MANSO	ODESEINE	DELTA	N MANSO
JEUDI 24	ODESEINE	DELTA	N MANSO	ODESEINE	DELTA	N MANSO
VENDREDI 25	ODESEINE	DELTA	N MANSO	ODESEINE	DELTA	N MANSO
SAMEDI 26	ODESEINE	DELTA	N MANSO	ODESEINE	DELTA	N MANSO
DIMANCHE 27	ODESEINE	DELTA	N MANSO	ODESEINE	DELTA	N MANSO
LUNDI 28	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL
MARDI 29	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL
MERCREDI 30	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL
RENFORT : QUAI DES ILES / COLOMBES AMBULANCES / AMBULANCES DU GRAND PARIS / AMBULANCES ECLAIR						

GARDE AMBULANCIERE 8H A 20H SECTEUR NORD

DECEMBRE	LIGNE 1	LIGNE 2	LIGNE 3	LIGNE 4	LIGNE 5	LIGNE 6
JEUDI 01	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
VENDREDI 02	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
SAMEDI 03	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
DIMANCHE 04	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
LUNDI 05	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
MARDI 06	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
MERCREDI 07	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
JEUDI 08	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
VENDREDI 09	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
SAMEDI 10	ZEPHYR	N MANSO	QU D ILES	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
DIMANCHE 11	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
LUNDI 12	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
MARDI 13	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
MERCREDI 14	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
JEUDI 15	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
VENDREDI 16	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
SAMEDI 17	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
DIMANCHE 18	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
LUNDI 19	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
MARDI 20	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
MERCREDI 21	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
JEUDI 22	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
VENDREDI 23	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
SAMEDI 24	ZEPHYR	N MANSO	QU D ILES	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
DIMANCHE 25	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
LUNDI 26	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
MARDI 27	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
MERCREDI 28	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
JEUDI 29	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
VENDREDI 30	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92
SAMEDI 31	ZEPHYR	N MANSO	DELTA	ODESEINE	ANNABEL	RUEIL 92

RENFORT : QUAI DES ILES / COLOMBES AMBULANCES / AMBULANCES DU GRAND PARIS / AMBULANCES ECLAIR

NORD	GARDE AMBULANCIERE 20H-00H SECTEUR NORD			GARDE AMBULANCIERE 00H-80H SECTEUR NORD		
	DECEMBRE	LIGNE 1	LIGNE 2	LIGNE 3	LIGNE 1	LIGNE 2
JEUDI 01	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL
VENDREDI 02	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL
SAMEDI 03	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL
DIMANCHE 04	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL
LUNDI 05	N MANSO	DELTA	ANNABEL	N MANSO	DELTA	ANNABEL
MARDI 06	N MANSO	DELTA	ANNABEL	N MANSO	DELTA	ANNABEL
MERCREDI 07	N MANSO	DELTA	ANNABEL	N MANSO	DELTA	ANNABEL
JEUDI 08	N MANSO	DELTA	ANNABEL	N MANSO	DELTA	ANNABEL
VENDREDI 09	N MANSO	DELTA	ANNABEL	N MANSO	DELTA	ANNABEL
SAMEDI 10	N MANSO	DELTA	ANNABEL	N MANSO	DELTA	ANNABEL
DIMANCHE 11	N MANSO	DELTA	ANNABEL	N MANSO	DELTA	ANNABEL
LUNDI 12	ODESEINE	ZEPHYR	DELTA	ODESEINE	ZEPHYR	DELTA
MARDI 13	ODESEINE	ZEPHYR	DELTA	ODESEINE	ZEPHYR	DELTA
MERCREDI 14	ODESEINE	ZEPHYR	DELTA	ODESEINE	ZEPHYR	DELTA
JEUDI 15	ODESEINE	ZEPHYR	DELTA	ODESEINE	ZEPHYR	DELTA
VENDREDI 16	ODESEINE	ZEPHYR	DELTA	ODESEINE	ZEPHYR	DELTA
SAMEDI 17	ODESEINE	ZEPHYR	DELTA	ODESEINE	ZEPHYR	DELTA
DIMANCHE 18	ODESEINE	ZEPHYR	DELTA	ODESEINE	ZEPHYR	DELTA
LUNDI 19	N MANSO	DELTA	ANNABEL	N MANSO	DELTA	ANNABEL
MARDI 20	N MANSO	DELTA	ANNABEL	N MANSO	DELTA	ANNABEL
MERCREDI 21	N MANSO	DELTA	ANNABEL	N MANSO	DELTA	ANNABEL
JEUDI 22	N MANSO	DELTA	ANNABEL	N MANSO	DELTA	ANNABEL
VENDREDI 23	N MANSO	DELTA	ANNABEL	N MANSO	DELTA	ANNABEL
SAMEDI 24	N MANSO	DELTA	ANNABEL	N MANSO	DELTA	ANNABEL
DIMANCHE 25	N MANSO	DELTA	ANNABEL	N MANSO	DELTA	ANNABEL
LUNDI 26	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL
MARDI 27	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL
MERCREDI 28	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL
JEUDI 29	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL
VENDREDI 30	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL
SAMEDI 31	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL	ZEPHYR	ODESEINE	ANNABEL

RENFORT : QUAI DES ILES / COLOMBES AMBULANCES / AMBULANCES DU GRAND PARIS / AMBULANCES ECLAIR

Annexe 2 : Centre

GARDE AMBULANCIERE SECTEUR CENTRE				
8H - 20H			20H - 00H	00H - 08H
NOVEMBRE	LIGNE 1	LIGNE 2	LIGNE 1	LIGNE 1
MARDI 01	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE
MERCREDI 02	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE
JEUDI 03	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE
VENDREDI 04	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE
SAMEDI 05	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE
DIMANCHE 06	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE
LUNDI 07	CAP SANTE	MT ROUGE	MT ROUGE	MT ROUGE
MARDI 08	CAP SANTE	MT ROUGE	MT ROUGE	MT ROUGE
MERCREDI 09	CAP SANTE	MT ROUGE	MT ROUGE	MT ROUGE
JEUDI 10	CAP SANTE	MT ROUGE	MT ROUGE	MT ROUGE
VENDREDI 11	CAP SANTE	MT ROUGE	MT ROUGE	MT ROUGE
SAMEDI 12	CAP SANTE	MT ROUGE	MT ROUGE	MT ROUGE
DIMANCHE 13	CAP SANTE	MT ROUGE	MT ROUGE	MT ROUGE
LUNDI 14	JUSSIEU	MT ROUGE	JUSSIEU	JUSSIEU
MARDI 15	JUSSIEU	MT ROUGE	JUSSIEU	JUSSIEU
MERCREDI 16	JUSSIEU	MT ROUGE	JUSSIEU	JUSSIEU
JEUDI 17	JUSSIEU	MT ROUGE	JUSSIEU	JUSSIEU
VENDREDI 18	JUSSIEU	MT ROUGE	JUSSIEU	JUSSIEU
SAMEDI 19	JUSSIEU	MT ROUGE	JUSSIEU	JUSSIEU
DIMANCHE 20	JUSSIEU	MT ROUGE	JUSSIEU	JUSSIEU
LUNDI 21	CAP SANTE	MT ROUGE	CAP SANTE	CAP SANTE
MARDI 22	CAP SANTE	MT ROUGE	CAP SANTE	CAP SANTE

MERCREDI 23	CAP SANTE	MT ROUGE	CAP SANTE	CAP SANTE
JEUDI 24	CAP SANTE	MT ROUGE	CAP SANTE	CAP SANTE
VENDREDI 25	CAP SANTE	MT ROUGE	CAP SANTE	CAP SANTE
SAMEDI 26	CAP SANTE	MT ROUGE	CAP SANTE	CAP SANTE
DIMANCHE 27	CAP SANTE	MT ROUGE	CAP SANTE	CAP SANTE
LUNDI 28	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE
MARDI 29	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE
MERCREDI 30	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE

GARDE AMBULANCIERE SECTEUR CENTRE

8H - 20H			20H - 00H	00H - 08H
DECEMBRE	LIGNE 1	LIGNE 2	LIGNE 1	LIGNE 1
JEUDI 01	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE
VENDREDI 02	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE
SAMEDI 03	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE
DIMANCHE 04	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE
LUNDI 05	CAP SANTE	MT ROUGE	MT ROUGE	MT ROUGE
MARDI 06	CAP SANTE	MT ROUGE	MT ROUGE	MT ROUGE
MERCREDI 07	CAP SANTE	MT ROUGE	MT ROUGE	MT ROUGE
JEUDI 08	CAP SANTE	MT ROUGE	MT ROUGE	MT ROUGE
VENDREDI 09	CAP SANTE	MT ROUGE	MT ROUGE	MT ROUGE
SAMEDI 10	CAP SANTE	MT ROUGE	MT ROUGE	MT ROUGE
DIMANCHE 11	CAP SANTE	MT ROUGE	MT ROUGE	MT ROUGE
LUNDI 12	JUSSIEU	MT ROUGE	JUSSIEU	JUSSIEU
MARDI 13	JUSSIEU	MT ROUGE	JUSSIEU	JUSSIEU
MERCREDI 14	JUSSIEU	MT ROUGE	JUSSIEU	JUSSIEU
JEUDI 15	JUSSIEU	MT ROUGE	JUSSIEU	JUSSIEU

VENDREDI 16	JUSSIEU	MT ROUGE	JUSSIEU	JUSSIEU
SAMEDI 17	JUSSIEU	MT ROUGE	JUSSIEU	JUSSIEU
DIMANCHE 18	JUSSIEU	MT ROUGE	JUSSIEU	JUSSIEU
LUNDI 19	CAP SANTE	MT ROUGE	CAP SANTE	CAP SANTE
MARDI 20	CAP SANTE	MT ROUGE	CAP SANTE	CAP SANTE
MERCREDI 21	CAP SANTE	MT ROUGE	CAP SANTE	CAP SANTE
JEUDI 22	CAP SANTE	MT ROUGE	CAP SANTE	CAP SANTE
VENDREDI 23	CAP SANTE	MT ROUGE	CAP SANTE	CAP SANTE
SAMEDI 24	CAP SANTE	MT ROUGE	CAP SANTE	CAP SANTE
DIMANCHE 25	CAP SANTE	MT ROUGE	CAP SANTE	CAP SANTE
LUNDI 26	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE
MARDI 27	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE
MERCREDI 28	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE
JEUDI 29	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE
VENDREDI 30	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE
SAMEDI 31	ALIZE	MT ROUGE	ALIZE	ALIZE

ALIZE	928941
CAP SANTE	929049
MT ROUGE	ARS IDF TS40
JUSSIEU	7812

Annexe 3 : Sud 1 et 2

GARDE AMBULANCIERE 8H A 20H SECTEUR SUD

NOVEMBRE	LIGNE 1	LIGNE 2	LIGNE 3	LIGNE 4
MARDI 01	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
MERCREDI 02	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
JEUDI 03	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
VENDREDI 04	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
SAMEDI 05	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
DIMANCHE 06	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
LUNDI 07	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
MARDI 08	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
MERCREDI 09	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
JEUDI 10	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
VENDREDI 11	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
SAMEDI 12	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
DIMANCHE 13	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
LUNDI 14	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
MARDI 15	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE

MERCREDI 16	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
JEUDI 17	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
VENDREDI 18	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
SAMEDI 19	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
DIMANCHE 20	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
LUNDI 21	EL	UNIFORME	CAP SANTE	PRINCE
MARDI 22	EL	UNIFORME	CAP SANTE	PRINCE
MERCREDI 23	EL	UNIFORME	CAP SANTE	PRINCE
JEUDI 24	EL	UNIFORME	CAP SANTE	PRINCE
VENDREDI 25	EL	UNIFORME	CAP SANTE	PRINCE
SAMEDI 26	EL	UNIFORME	CAP SANTE	PRINCE
DIMANCHE 27	EL	UNIFORME	CAP SANTE	PRINCE
LUNDI 28	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
MARDI 29	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
MERCREDI 30	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
RENFORT : CAP SANTE / EL / CLAMART / JMS / PRINCE / BOULOGNE				

SUD	GARDE AMBULANCIERE 20H-00H SECTEUR SUD		GARDE AMBULANCIERE 00H- 80H SECTEUR SUD	
	NOVEMBRE	LIGNE 1	LIGNE 2	LIGNE 1
MARDI 01	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME
MERCREDI 02	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME
JEUDI 03	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME
VENDREDI 04	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME
SAMEDI 05	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME
DIMANCHE 06	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME
LUNDI 07	PRINCE	UNIFORME	PRINCE	UNIFORME
MARDI 08	PRINCE	UNIFORME	PRINCE	UNIFORME
MERCREDI 09	PRINCE	UNIFORME	PRINCE	UNIFORME
JEUDI 10	PRINCE	UNIFORME	PRINCE	UNIFORME
VENDREDI 11	PRINCE	UNIFORME	PRINCE	UNIFORME
SAMEDI 12	PRINCE	UNIFORME	PRINCE	UNIFORME
DIMANCHE 13	PRINCE	UNIFORME	PRINCE	UNIFORME
LUNDI 14	PRINCE	JMS	PRINCE	JMS
MARDI 15	PRINCE	JMS	PRINCE	JMS
MERCREDI 16	PRINCE	JMS	PRINCE	JMS

JEUDI 17	PRINCE	JMS	PRINCE	JMS
VENDREDI 18	PRINCE	JMS	PRINCE	JMS
SAMEDI 19	PRINCE	JMS	PRINCE	JMS
DIMANCHE 20	PRINCE	JMS	PRINCE	JMS
LUNDI 21	EL	JMS	EL	JMS
MARDI 22	EL	JMS	EL	JMS
MERCREDI 23	EL	JMS	EL	JMS
JEUDI 24	EL	JMS	EL	JMS
VENDREDI 25	EL	JMS	EL	JMS
SAMEDI 26	EL	JMS	EL	JMS
DIMANCHE 27	EL	JMS	EL	JMS
LUNDI 28	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME
MARDI 29	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME
MERCREDI 30	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME
RENFORT : CAP SANTE / EL / CLAMART / JMS / PRINCE / BOULOGNE				

GARDE AMBULANCIERE 8H A 20H SECTEUR SUD

DECEMBRE	LIGNE 1	LIGNE 2	LIGNE 3	LIGNE 4
JEUDI 01	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
VENDREDI 02	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
SAMEDI 03	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
DIMANCHE 04	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
LUNDI 05	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
MARDI 06	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
MERCREDI 07	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
JEUDI 08	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
VENDREDI 09	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
SAMEDI 10	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
DIMANCHE 11	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
LUNDI 12	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
MARDI 13	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
MERCREDI 14	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
JEUDI 15	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
VENDREDI 16	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE

SAMEDI 17	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
DIMANCHE 18	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
LUNDI 19	EL	UNIFORME	CAP SANTE	PRINCE
MARDI 20	EL	UNIFORME	CAP SANTE	PRINCE
MERCREDI 21	EL	UNIFORME	CAP SANTE	PRINCE
JEUDI 22	EL	UNIFORME	CAP SANTE	PRINCE
VENDEREDI 23	EL	UNIFORME	CAP SANTE	PRINCE
SAMEDI 24	EL	UNIFORME	CAP SANTE	PRINCE
DIMANCHE 25	EL	UNIFORME	CAP SANTE	PRINCE
LUNDI 26	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
MARDI 27	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
MERCREDI 28	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
JEUDI 29	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
VENDEREDI 30	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE
SAMEDI 31	EL	UNIFORME	JMS	PRINCE

RENFORT : CAP SANTE / EL / CLAMART / JMS / PRINCE /
BOULOGNE

SUD	GARDE AMBULANCIERE 20H-00H SECTEUR SUD		GARDE AMBULANCIERE 00H- 80H SECTEUR SUD	
	DECEMBRE	LIGNE 1	LIGNE 2	LIGNE 1
JEUDI 01	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME
VENDEREDI 02	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME
SAMEDI 03	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME
DIMANCHE 04	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME
LUNDI 05	PRINCE	UNIFORME	PRINCE	UNIFORME
MARDI 06	PRINCE	UNIFORME	PRINCE	UNIFORME
MERCREDI 07	PRINCE	UNIFORME	PRINCE	UNIFORME
JEUDI 08	PRINCE	UNIFORME	PRINCE	UNIFORME
VENDEREDI 09	PRINCE	UNIFORME	PRINCE	UNIFORME
SAMEDI 10	PRINCE	UNIFORME	PRINCE	UNIFORME
DIMANCHE 11	PRINCE	UNIFORME	PRINCE	UNIFORME
LUNDI 12	PRINCE	JMS	PRINCE	JMS
MARDI 13	PRINCE	JMS	PRINCE	JMS
MERCREDI 14	PRINCE	JMS	PRINCE	JMS
JEUDI 15	PRINCE	JMS	PRINCE	JMS
VENDEREDI 16	PRINCE	JMS	PRINCE	JMS

SAMEDI 17	PRINCE	JMS	PRINCE	JMS
DIMANCHE 18	PRINCE	JMS	PRINCE	JMS
LUNDI 19	EL	JMS	EL	JMS
MARDI 20	EL	JMS	EL	JMS
MERCREDI 21	EL	JMS	EL	JMS
JEUDI 22	EL	JMS	EL	JMS
VENDREDI 23	EL	JMS	EL	JMS
SAMEDI 24	EL	JMS	EL	JMS
DIMANCHE 25	EL	JMS	EL	JMS
LUNDI 26	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME
MARDI 27	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME
MERCREDI 28	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME
JEUDI 29	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME
VENDREDI 30	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME
SAMEDI 31	EL	UNIFORME	EL	UNIFORME

**RENFORT : CAP SANTE / EL / CLAMART / JMS / PRINCE /
BOULOGNE**

EL	921007
UNIFORME	9201002
JMS	ARS IDF TS110
PRINCE	928938
CAP SANTE	929049
CLAMART	9204006
BOULOGNE	ARS IDF TS102

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

ISSN 0985 - 5955

Pour toute correspondance, s'adresser à :

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Pôle de Coordination Interministérielle

167/177, Avenue Joliot Curie
92013 NANTERRE CEDEX

Le recueil des actes administratifs est consultable en ligne sur le site de la préfecture
adresse Internet :

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>

Directeur de la publication :

Laurent HOTTIAUX

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

167-177, avenue Joliot Curie 92013 NANTERRE Cedex

Courriel : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr

Standard : 01.40.97.20.00 Télécopie 01.40.97.25.21

Adresse Internet : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>